

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

Marché 24 043 lot 1 : pour les sites du Var

Marché 24 044 lot 2 : pour les sites de la Région Parisienne

APPEL D'OFFRES OUVERT

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

COMMUNS AUX DEUX LOTS

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale

247, avenue Jacques Cartier 83090

Toulon Cedex 9

OBJET DU MARCHE

Prestations de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb, réalisées pour le compte de la CNMSS

Date limite de réception des offres :

19 Février 2025 à 16h00

Table des matières

1- PRESENTATION DU PROJET DES ACCORDS-CADRES.....	4
1.1 DESCRIPTION DES ACCORDS CADRES.....	4
1.2 PROCEDURE DE PASSATION.....	4
1.3 LIEU D'EXECUTION.....	4
1.4 STRUCTURE DE LA CONSULTATION.....	4
1.5 ALLOTISSEMENT.....	4
1.6 CLASSIFICATION CPV.....	5
1.7 DUREE DES ACCORDS-CADRES.....	5
1.8 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	5
1.9 NEGOCIATION.....	5
1.10 CONDITIONS ECONOMIQUES.....	5
1.11 COMMENT PRENDRE CONNAISSANCE DU PROJET.....	5
1.12 VISITE.....	6
1.13 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	6
2- CONDITIONS DE PARTICIPATION ET EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .	7
2.1 MOTIFS D'EXCLUSION.....	7
2.2 CONDITION DE PARTICIPATION.....	7
2.2.1 TRADUCTION.....	7
2.2.2 GROUPEMENT.....	7
2.2.3 DECLARATION DU SOUS TRAITANT.....	8
2.3 CONTENU ET EXAMEN DE LA CANDIDATURE.....	8
2.3.1 UTILISATION DES FORMULAIRES DC1 ET DC2.....	8
2.3.2 UTILISATION DU DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME) :.....	9
2.3.3 EXAMEN DE LA CANDIDATURE.....	9
2.4 CONTENU ET EXAMEN DE L'OFFRE.....	10
2.4.1 CONTENU DES OFFRES POUR CHACUN DES LOTS.....	10
2.4.2 EXAMEN DE L'OFFRE.....	11
2.4.3 CRITERES D'ATTRIBUTION.....	11
3- DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE ...	13
4- DEMATERIALISATION.....	13
4.1 MODE DE TRANSMISSION.....	13
4.2 OFFRES ELECTRONIQUES.....	14
4.3 UTILISATION D'UN CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	14
4.4 EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.	15

4.5 EXIGENCES RELATIVES A L’OUTIL DE SIGNATURE 15

4.6 FORMAT DES DOCUMENTS 16

4.7 COPIE DE SAUVEGARDE..... 16

5- ANNEXES17

1- PRESENTATION DU PROJET DES ACCORDS-CADRES

1.1 DESCRIPTION DES ACCORDS CADRES

Ces accords-cadres ont pour objet l'exécution de prestations de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb, réalisées pour le compte de la CNMSS.

Ces missions seront réalisées sur les sites de la CNMSS définis à l'article 6.1 du présent CCAP.

1.2 PROCEDURE DE PASSATION

La consultation est lancée suivant la procédure adaptée visée à l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

1.3 LIEU D'EXECUTION

Les installations prises en charge par le(s) titulaires se situent :

Pour le lot n° 1 :

- Sites de la CNMSS de Toulon (siège social, crèche, etc...)
- Site de la CNMSS de la Garde (bâtiment archives, etc...)
- La maison de santé Jean Lachenaud à Fréjus 374, avenue Jean Lachenaud 83600 Fréjus
- Les autres bâtiments, ouvrages, équipements, espaces extérieurs se situant sur les emprises précitées.

Pour le lot n°2 :

- Antenne de la CNMSS à Paris – Hôtel particulier du XIX^e siècle
- La maison de santé La Martinière à Saclay – Chemin de la Martinière 91400 Saclay
- Les autres bâtiments, ouvrages, équipements, espaces extérieurs se situant sur les emprises précitées

1.4 STRUCTURE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un accord cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, et exécuté par l'émission de bons de commande à prix unitaires qui fait référence aux articles R 2162-13 et 2162-14 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

Chaque candidat est autorisé à présenter une offre pour un seul, plusieurs ou tous les lots.

Les candidats doivent faire une offre de prix distincte pour chaque lot auquel ils souhaitent soumissionner. Ils ne sont pas autorisés à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Marché de services.

1.5 ALLOTISSEMENT

La consultation est allotie, au vu de l'article R2113-1 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, de la manière suivante :

- Lot n°1 : Prestations de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb pour les sites du Var,
- Lot n°2 : Prestations de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et du plomb pour les sites de Région Parisienne.

1.6 CLASSIFICATION CPV

Code CPV : 71315400-3 – Services d’inspection et de vérification de bâtiments.

Code nomenclature CNMSS : 7108

1.7 DUREE DES ACCORDS-CADRES

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d’un an.

Les accords-cadres sont reconductibles de manière tacite au plus trois fois, pour la même durée, sans pouvoir excéder une durée totale de quatre ans.

Dans le cas de non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité du marché. Dans l'hypothèse où un des accords-cadres ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leurs termes. Le titulaire n'a pas la faculté de refuser les reconductions.

1.8 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l’environnement, il est fait application de l’article R.2111-10 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnementale.

Dans une volonté de protection de l’environnement, le présent marché comprend des critères environnementaux comme critère d’attribution.

1.9 NEGOCIATION

Conformément à l’article R.2123-5 du décret n°2018-1075 du Code de la commande publique, l’acheteur peut négocier mais se réserve toutefois la possibilité d’attribuer le marché sans négociation. Les échanges peuvent se faire par voie électronique, seule l’offre de l’attributaire fait l’objet d’un nouvel acte d’engagement.

1.10 CONDITIONS ECONOMIQUES

Les accords-cadres sont passés sans montant minimum et avec un montant total maximal, sur la durée totale toutes reconductions comprises de :

- Pour le lot n°1 : 110 000.00 € HT soit 132 000.00 € TTC
- Pour le lot n° 2 : 30 000.00 € HT soit 36 000.00 € TTC

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l’offre.

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de cette date.

Le paiement intervient, après service fait, dans un délai global maximal de 30 jours comptés à partir de la date de réception de la facture.

Le financement est assuré sur le budget de la CNMSS.

1.11 COMMENT PRENDRE CONNAISSANCE DU PROJET

Les pièces administratives et techniques :

- RC : règlement de consultation et ses annexes (certificat de visite, DQE)
- Acte d’engagement (ATTRI1) et son annexe financière
 - Bordereau de prix unitaires (BPU – 1 page)

- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP 24043-24044)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP 24043-24044)
- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. FCS) applicables aux marchés de Fournitures courantes et de Services
- Note de présentation des moyens humains et matériels.

1.12 VISITE

Les visites des sites sont facultatives mais recommandées

Les entreprises devront s'adresser obligatoirement aux personnes suivantes (avec envoi d'un mel (message électronique) aux trois adresses suivantes pour prendre rendez-vous) :

M. Olivier HILAIRE
Service Gestion des Bâtiments
olivier.hilaire@cnmss.fr / Tél : 04.94.16.36.79

M. Aurélien NICOT
Chef du Service Gestion des Bâtiments
Département Infrastructure des moyens généraux
aurelien.nicot@cnmss.fr / Tél : 04.94.16.96.34

Les lieux de rassemblement seront définis lors de la prise des rendez-vous.

Une attestation signée (annexe 1 au présent document) est remise à chaque candidat après la visite du site et doit être jointe à l'offre.

Les candidats fourniront l'attestation de visite complétée et visée par un représentant du Service Gestion des Bâtiments cité supra. Les candidats prendront toutes leurs dispositions. Ils devront venir avec leurs sous-traitants éventuels. Il ne sera organisé qu'une seule visite par candidat.

Tous les visiteurs devront être munis de leur pièce d'identité valide (sinon ils ne pourront pas rentrer sur le site).

Il ne sera répondu à aucune question durant la visite sur site, les candidats doivent poser leurs questions éventuelles dans le respect des modalités infra.

1.13 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats qui désirent obtenir des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation, doivent exprimer leur demande via la plateforme des achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin que les renseignements complémentaires soient envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, il est demandé aux candidats d'envoyer leurs questions dans un délai raisonnable.

Ce délai est fixé **à huit (8) jours ouvrés francs** (jours ouvrés francs signifie du lundi au vendredi sans compter le jour de la demande et la date limite de remise des plis) au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 8 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres pourra être reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le caractère impératif de ces délais afin de permettre la transmission des renseignements à l'ensemble des concurrents dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats visé à l'article L.3 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Rappel : comme indiqué dans le Manuel Entreprises de la plate-forme des achats de l'Etat, « **en cas de téléchargement anonyme, l'Utilisateur Entreprise renonce explicitement à recevoir les informations (alertes) de modifications de consultation** ».

2- CONDITIONS DE PARTICIPATION ET EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

En référence aux articles R.2144-3 à 5 et R.2161-4 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

2.1 MOTIFS D'EXCLUSION

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur (art. L.2141-1 à L.241-11), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

2.2 CONDITION DE PARTICIPATION

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

2.2.1 TRADUCTION

Les documents, constituant ou accompagnant l'offre, rédigés dans une autre langue que le français, doivent être accompagnés d'une traduction en français.

2.2.2 GROUPEMENT

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics aux conditions énoncées à l'article R. 2151-7 du décret 2018-1075 sus cité.

Conformément à cet article, un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement, pour un même marché.

De plus, conformément à ce même article, pour la présente consultation, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres, en agissant à la fois :

1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'appréciation des éléments de capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais renonçant à leur autonomie commerciale et technique peuvent se concerter pour établir leurs propositions, à condition de faire connaître au représentant de la CNMSS, lors du dépôt de leurs offres, la nature des liens qui les unissent et le caractère concerté de leurs offres.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais ayant fait le choix de conserver leur autonomie commerciale et technique, sont considérées comme des entreprises distinctes et doivent présenter leurs offres dans le respect des règles de la concurrence. La CNMSS se réserve le droit de demander une enquête auprès de la direction départementale de la protection des populations.

2.2.3 DECLARATION DU SOUS TRAITANT

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé au maître d'œuvre :

Soit lors la conclusion du marché, Soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

Les entreprises sous-traitantes sont soumises aux mêmes contraintes que celle imposées à l'entreprise titulaire. La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

Nota : Le titulaire reste responsable devant la CNMSS de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de sous-traitants.

2.3 CONTENU ET EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Les entreprises de création récente communiqueront les éléments globaux de capacités financières, techniques et professionnelles depuis leur création :

- Soit avec l'utilisation des formulaires DC1 et DC2
- Soit avec utilisation du DUME.

2.3.1 UTILISATION DES FORMULAIRES DC1 ET DC2

Ils peuvent être téléchargés à partir des liens suivants :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- **Lettre de candidature** ou **DC1**, comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché, la nature du groupement, l'identification des membres du groupement et la déclaration sur l'honneur.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour présenter les autres membres du groupement. *Les membres du groupement devront remettre les documents, attestations et renseignements mentionnés au présent paragraphe.*

- **Déclaration du candidat** ou **DC2**, dûment renseignée de manière précise et exhaustive.

2.3.2 UTILISATION DU DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME) :

Il peut être téléchargé à partir du lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp>

En application de l'article R. 2143-4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés au § 2.2.1 ci-dessus (article R. 2143-3 du décret suscité).

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés ci-dessous au § 2.1.5.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise membre du groupement remettra un Document Unique de Marché Européen.

En référence à l'article R. 2151-12 du décret sus cité, le Document Unique de Marché Européen remis par le candidat devra être rédigé en langue française.

2.3.3 EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Les pièces ou informations dont la production est réclamée, peuvent être demandées au candidat, par courriel via PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), lorsqu'elles sont absentes ou incomplètes.

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander au candidat concerné de compléter son dossier de candidature.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Les candidatures **pour chacun des lots** sont jugées au travers des renseignements fournis, détaillés ci-après.

Afin d'apprécier les capacités économiques et financières des candidats, il est demandé les documents suivants :

- Lettre de candidature ou DC1 ou autre permettant d'y substituer.
- Déclaration concernant **le chiffre d'affaires global** du candidat ou du chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles,
- Déclaration indiquant **les effectifs moyens annuels** du candidat des trois dernières années, en spécifiant les effectifs du personnel d'encadrement,
- Pouvoirs de la personne habilitée pour engager les candidatures,
- Copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire,
- DC2 (renseignements nécessaires à l'évaluation de la capacité économique, financière et technique du candidat).

Capacité professionnelle :

- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché,
- Liste des principales prestations réalisées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, le détail des travaux, les coordonnées précises du maître d'œuvre (adresse complète, e-mail, téléphone), les coordonnées précises du maître d'ouvrage et/ou du donneur d'ordre (adresse complète, e-mail, téléphone).

Les éléments de preuve relatifs aux services pertinents fournis, il y a plus de trois ans seront pris en compte.

Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire, ou a défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

- Certificats de qualification professionnelle : la preuve de la capacité du candidat à réaliser la prestation peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants et notamment : la certification amiante avec mention, la certification plomb, la certification SS4.

2.4 CONTENU ET EXAMEN DE L'OFFRE

2.4.1 CONTENU DES OFFRES POUR CHACUN DES LOTS

L'offre est impérativement composée des documents suivants :

- Acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe (BPU – 1 page) dûment complétés ;
- Devis quantitatif estimatif (DQE),
- Note de présentation des moyens humains et matériels proposés par le candidat. Ce document est contractuel ; il devra être spécifiquement rédigé en réponse à la présente consultation.
- L'attestation de visite
- Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les **échanges** se feront par **voie électronique** via la plateforme des achats de l'état <https://www.marches-publics.gouv.fr> (demandes de précisions éventuelles, offres non retenues, notification...), aussi est-il demandé d'**indiquer, article B2 de l'acte d'engagement** le ou les **adresses électroniques** des personnes ou services à contacter pour tout échange concernant le marché objet de la présente consultation.

2.4.2 EXAMEN DE L'OFFRE

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre et/ou de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix qu'il estimera nécessaires.

En accord avec le candidat retenu, l'acheteur peut procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

2.4.3 CRITERES D'ATTRIBUTION

L'offre est notée sur **100** points décomposés respectivement sur la base de trois critères pondérés : valeur technique et prix, appréciés sur la base de la décomposition suivante :

Après examen de la conformité de l'offre du candidat au regard des caractéristiques et exigences du cahier des charges, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

En cas d'égalité de points, l'offre présentant la meilleure note sur le critère prix sera classée première.

Les formules de notation et de pondération ne seront appliquées que si le nombre de candidat est supérieur ou égal à deux (2).

Les critères retenus pour classer les offres sont les suivants :

Valeurs	Nombre de points
Prix	55
Technique	40
Environnement	5
Total	100

Critères Prix (P) : 55 points

Apprécié au vu du montant total en € TTC du DQE joint au DCE pour le lot concerné par l'offre du candidat et sur la base des prix unitaires fixés au BPU.

55 x (offre du moins disant/offre du candidat)

Critère Technique : 40 points décomposée ainsi :

Il est demandé aux soumissionnaires de détailler :

1. Note de présentation des moyens proposés par le candidat (20 points)

- Elle contient :

- Organigramme adapté aux besoins (au moins 2 opérateurs)
- CV détaillés avec certificats et attestations de compétences,
- Plan détaillé des formations suivies et réalisées,
- Descriptif complet des moyens techniques employés (déplacements, prélèvements, conditionnement),
- Solutions permettant de respecter les délais et d'assurer la continuité des prestations.

Il sera évalué la pertinence de l'équipe de projet et l'adéquation et l'adéquation de ces moyens par rapport à aux missions à réaliser.

2. Note méthodologique spécifique détaillée sur le déroulement des prestations (20 points)

Il est demandé aux soumissionnaires de fournir :

- Méthode de suivi des prestations préalables (prises en charge de l'appel et/ou commande, réunions de lancement, planification pour intervention, etc.),
- Procédures d'intervention pour réaliser les prélèvements (plomb, amiante,...)
- Restitutions et suivis des demandes d'interventions (modèle de rapport, synthèses de la mission, etc.),
- Suivi administratif, modalités de facturation dans le cadre du suivi d'opération,...

Les principaux points de vigilance concernant l'hygiène et la sécurité pourront être développés.

Il sera évalué la pertinence et l'adéquation de la méthodologie et du déroulement des prestations par rapport à la prestation à réaliser.

Critère environnemental : 5 points décomposée ainsi :

3. Note relative à la protection de l'environnement (5 points)

Il est demandé aux soumissionnaires de fournir :

Une note relative à la protection de l'environnement spécifique au marché

- Elle contient une description de la politique de l'entreprise en lien avec l'objet du marché menée en faveur de l'environnement (actions internes, économies d'énergie, émissions carbone, impact environnemental, labellisation, etc.).

Il sera évalué la pertinence et l'engagement de l'entreprise en faveur de l'environnement en lien avec le marché.

Note finale :

Les notes de chacun des critères énoncés ci-dessus sont ensuite additionnées pour obtenir une note globale sur 100 points.

Le marché est attribué au candidat qui obtient la meilleure note et qui présente l'offre jugée économiquement la plus avantageuse. En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le prix prévaut.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

Les offres des entreprises éliminées (offres inacceptables, inappropriées ou déclarées irrégulières, y compris à l'issue de l'application des articles R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique) ne seront pas classées.

3- DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise sous 8 jours ouvrés francs à partir de la demande du service achat :

- Les certificats relatifs aux obligations fiscales et sociales (formulaire NOTI 2, attestation URSSAF et liasse 3666) ;
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;
- L'attestation d'assurance en Responsabilité civile en cours de validité ;
- Si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail : Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1. Sa date d'embauche ; 2. Sa nationalité ; 3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- Pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés ;

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

A défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, la candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé, conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

4- DEMATERIALISATION

4.1 MODE DE TRANSMISSION

Les dates et heure limites de réception des offres sont celle figurant en première page. Toute offre parvenant au-delà de cette limite n'est pas prise en compte.

Conformément à l'article R. 2132-7 du décret susmentionné, les communications et les échanges d'informations lors de la passation du marché ont lieu par voie électronique via la plateforme de

dématérialisation.

La plateforme de dématérialisation utilisée par la CNMSS est sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission électronique demande une configuration minimale de l'ordinateur utilisé par le candidat. Les prérequis techniques nécessaires à l'envoi électronique sont disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr/

Le candidat qui utilise la voie électronique avec la CNMSS s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation des services de la plate-forme des achats de l'Etat (marches-publics.gouv.fr/) qui expose les modalités de remise des plis et qui attire notamment l'attention des candidats sur l'irrecevabilité des candidatures ou des offres contenant un virus.

Les documents dématérialisés relatifs à la candidature et à l'offre sont placés dans une enveloppe électronique de type répertoire. L'outil de compression de fichier .zip est intégré à la plate-forme marches-publics.gouv.fr.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019, il est rappelé que lorsque le candidat signe électroniquement son offre, les formats de signature de référence acceptés sont PAdes, Cades, XAdes.

4.2 OFFRES ELECTRONIQUES

Les offres sont **obligatoirement** transmises sous format électronique sur la plateforme de dématérialisation utilisée par la CNMSS sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

La date et l'heure limites de réception des offres sont celles figurant en première page. Toute offre parvenant au-delà de cette limite n'est pas prise en compte.

Les offres électroniques peuvent mais n'ont pas à être signées obligatoirement lors de leur dépôt sur la plateforme. En effet, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché **signera électroniquement l'acte d'engagement remis par la CNMSS.**

4.3 UTILISATION D'UN CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

L'acte d'engagement est signé au moyen d'un certificat de signature électronique **par une personne habilité à engager la société** conformément à l'Arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Ainsi, vous devez avoir fait au préalable l'acquisition d'un certificat de signature électronique.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du

dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature électronique ;
- à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

4.4 EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

4.5 EXIGENCES RELATIVES A L'OUTIL DE SIGNATURE

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé.

L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II.

Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

4.6 FORMAT DES DOCUMENTS

Les documents reçus par la CNMSS doivent pouvoir être lus : les formats de documents acceptés, à l'exclusion de tout autre, sont les suivants : rtf, pdf, txt, bmp, jpg, doc, xls, ppt, dwg.

Les documents doivent également pouvoir être imprimés aux formats A4 ou A3.

4.7 COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.
- La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :
- En cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- En cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante : DSG/Service achat / 247, avenue Jacques Cartier / 83090 TOULON-CEDEX 9.

Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- Soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- Soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficié d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5- ANNEXES

- Annexe 1 : Attestation de visite ;
- Annexe 2 DQE 2 scénarios de commande (soit 1 pour le lot n°1 et 1 pour le lot n°2)